

PERSPECTIVES DE L'EUROPE DANS LE MONDE CONTEMPORAIN

Yusuf IŞIK*

Juillet 2021

1. La place et le rôle de l'Europe dans le monde d'aujourd'hui

Dans le monde de l'après-Covid-19, il est probable qu'il y aura une tendance à une certaine démondialisation. Dans le domaine économique, cette tendance sera probablement assez limitée. Il y aura également un nouveau type de tension entre deux pôles : les Etats-Unis et la Chine, une puissance montante. Bien que l'on ait même évoqué la possibilité d'un découplage dans certains domaines critiques, par exemple la séparation des systèmes Internet, cette éventualité est heureusement très exagérée et hautement improbable.

Les conflits dans diverses régions du monde ne faiblissent pas. Le terrorisme continue d'être un danger.

L'économie mondiale post-pandémique nécessitera davantage de coopération et de coordination et une réduction substantielle des inégalités au sein des pays ainsi qu'entre ceux-ci, notamment pour renforcer les capacités économiques mondiales dans l'ère de la transformation vers l'économie de la connaissance.

La protection vigoureuse du climat est devenue une question de priorité et d'urgence absolues.

Dans le monde d'aujourd'hui, dont certaines des principales caractéristiques ont été brièvement indiquées ci-dessus, aura-t-on besoin de l'Europe et l'UE ?

La réponse est "Certainement oui et même plus".

La victoire des Démocrates et de Biden aux élections de novembre 2020 aux États-Unis est susceptible de donner une plus grande portée à l'UE dans le monde dans plusieurs domaines critiques, notamment en termes de contribution

au renforcement de la démocratie. Ce qui accroît également la responsabilité de l'UE dans ce domaine à l'intérieur de ses propres frontières et en termes de cohérence et d'une plus grande unité de ses politiques dans le monde.

- Economiste,
Cet article a été publié initialement en Anglais dans Academic Letters en Juillet 2021
https://www.academia.edu/49999538/EUROPE_S_PROSPECTS_IN_THE_CONTEMPORARY_WORLD

Note : Les opinions exprimées dans cet article reflètent le point de vue personnel de l'auteur.

Il est clair que les tensions et les conflits plus fréquents dans diverses parties du monde, les hostilités, le manque de coopération, le manque croissant de démocratie seront nuisibles au monde entier. L'UE constitue un exemple unique de souveraineté volontairement partagée, même si ce partage est encore d'une portée assez limitée et elle prône dans une large mesure un monde ouvert, conformément à ses principes fondateurs et à sa philosophie qui embrasse la démocratie. Elle souligne son engagement à la paix, non seulement pour sa région mais aussi dans le monde entier.

Dans la mesure où elle peut progresser conformément à ses principes et à ses objectifs, on aura de plus en plus besoin de l'UE en tant que troisième pôle puissant et force d'équilibre, non seulement en termes de politique, de sécurité ou d'économie, mais aussi en termes de modèles de gouvernance étatique et sociétale. Surtout à un moment où le populisme a affaibli les États-Unis avant l'élection de Biden comme président et que la Chine renforce ses mécanismes de gouvernance autoritaire, notamment à l'aide de technologies avancées et étend son influence sur certaines régions du monde.

Dans le sphère économique, l'Europe est généralement bien intégrée dans l'économie mondiale. Mais il n'existe que très peu d'entreprises technologiques européennes d'envergure mondiale, malgré les grandes capacités de l'UE dans les domaines de la science et de la technologie et des TIC, ainsi que les progrès

qu'elle a réalisés dans sa transformation vers l'économie de la connaissance. Cette lacune critique limite le pouvoir de l'Europe d'influencer l'avenir de l'économie mondiale.

D'un autre côté, l'UE pourrait apporter une contribution considérable au renforcement et à la rationalisation des normes et des réglementations à l'échelle mondiale dans divers domaines, des technologies au commerce, en passant par la politique sociale, le climat, l'environnement et la concurrence.

En outre, l'économie mondiale est mondialisée, mais le domaine de la politique sociale l'est beaucoup moins. Et dans ce contexte, les normes et les valeurs européennes comptent encore plus.

Ce n'est pas un hasard si l'Europe est à la pointe de la lutte pour protéger le climat et l'environnement, comme en témoigne le Pacte Vert. Mais pour avoir une influence plus positive dans le monde, l'UE doit être plus forte, et donc aussi plus cohérente. Elle a besoin d'une restructuration, d'une réjuvenation et d'un bond en avant, particulièrement vers plus d'Union. Si elle y parvient, elle sera en mesure d'influer davantage sur les décisions à l'échelle mondiale, notamment grâce à sa "puissance douce". Et elle pourra plaider avec plus de vigueur en faveur d'une mondialisation plus équilibrée, plus féconde et plus juste, avec une structure de gouvernance englobant une coopération renforcée, la coordination et la solidarité, ainsi que l'efficacité.

La nécessité d'évoluer dans cette direction est certainement devenue beaucoup plus évidente avec l'apparition et les ravages de la pandémie.

2. Relancer le projet européen en mettant davantage l'accent sur les valeurs

A l'époque actuelle, la bataille des valeurs et des opinions est vital. Les approches et méthodes de type post-vérité qui obscurcissent et déforment la réalité sont très préjudiciables à la cohérence, à la puissance et à la perception impartiale de celle-ci. De telles approches et méthodes entravent considérablement le progrès.

L'Europe doit utiliser et diffuser davantage ses atouts, y compris ses valeurs et ses normes. Mais aussi ses capacités en matière d'éducation, de culture, de santé, de sciences, de technologie, de politique sociale et de système juridique.

En outre, ses capacités et sa vocation dans les trois domaines principaux suivants constituent des caractéristiques critiques distinctives :

(i) L'égalité et la solidarité. Ces domaines ont été négligés, parfois indirectement, de manière croissante après environ 1980 en raison de l'adoption dans une large mesure de l'approche de "l'efficacité du marché", qui a privilégié les solutions du marché de manière excessive au détriment des besoins et des développements dans le domaine de la politique sociale et de l'équité. Combiné à d'autres facteurs, cela a conduit, à un certain stade, à une forte augmentation du chômage et de l'inégalité, à laquelle se sont ajoutées des déficiences et disparités dans les moyens d'éducation. Il est clair que les objectifs de la politique sociale conservent toute leur signification. Egalement pour des raisons de progrès économique.

(ii) Les libertés fondamentales et l'État de droit. Dans ce cadre, il s'agit notamment de la protection et de la promotion des droits humains, de l'indépendance et de l'impartialité du pouvoir judiciaire, de la prévention de l'abus de pouvoir, de l'égalité devant la loi, de l'absence de toute forme de discrimination, du respect et de la liberté d'opinion et de croyance pour tous, ainsi que la liberté d'expression;

Aussi, et avec un accent particulier, de la non-discrimination envers les femmes ainsi que la défense de leur droit à une participation égale, sans obstacle direct ou indirect, dans tous les domaines de la vie;

Et de la laïcité.

(iii) Partage de la souveraineté et participation. Même s'il reste pour l'instant très partiel, le modèle de partage volontaire de la souveraineté de l'UE pourrait devenir et servir d'exemple à une forme embryonnaire de structure possible de gouvernance au niveau mondial dans le long terme. La poursuite du développement des structures de gouvernance de l'UE rendrait l'Europe ainsi que le monde plus forts. En particulier parce qu'elles sont également

nécessaires au développement harmonieux et fructueux de l'économie de la connaissance au niveau mondial et pour ce qui est de renforcer cette dernière par des politiques sociales adéquates.

Pour atteindre ses objectifs, l'Europe a besoin de réformateurs.

Dans cette optique, il sera crucial d'expliquer aux citoyens européens les objectifs et les politiques de l'UE et d'en discuter en profondeur avec eux.

En général, la participation des citoyens à la gouvernance à tous les niveaux possibles, notamment au niveau local, est essentielle pour le progrès et l'harmonie de l'UE. Réformes et transformations ne peuvent réussir sans une forte demande populaire et une participation active des citoyens.

La réduction des inégalités est également nécessaire pour assurer une plus grande participation.

3. Le projet européen doit-il approfondir l'UE ou l'élargir ?

Il est clair que le projet européen doit être approfondi. Il est incomplet. Il n'y a que quelques domaines critiques en dehors du marché unique où le partage de la souveraineté est suffisamment avancé. Cela ne signifie pas que les structures existantes de l'UE ne soient pas importantes et précieuses. Mais les progrès restent clairement en deçà des besoins. Et il est très probable que l'Union européenne et ses pays membres auraient été plus forts si le projet européen avait pu être approfondi plus tôt. Cependant, le retard peut encore être compensé.

L'UE a également besoin d'élargissement. Il est vrai qu'il est difficile de parler d'élargissement à l'heure actuelle. Mais cette difficulté est principalement due à des raisons conjoncturelles et temporaires.

L'UE a clairement besoin d'élargissement pour des raisons économiques (y compris les aspects échelle et technologie), sociales (y compris la démographie), politiques et de défense, entre autres.

Si un pays éligible satisfait les conditions d'adhésion, pourquoi devrait-il se voir refuser l'accès ? L'élargissement ne devrait pas être une grande source de problèmes dans un tel cas. En fait, il peut y avoir et il y aura probablement une opposition à ces nouvelles adhésions, mais la véritable source de difficultés ne sera pas le pays éligible qui satisfait les conditions d'adhésion. Nous devons donc expliquer et accepter cette réalité. Et d'abord au niveau conceptuel.

L'approfondissement et l'élargissement ne sont pas mutuellement exclusifs.

Outre les arguments ci-dessus, il est également nécessaire d'élargir le champ d'application des normes, standards, principes et valeurs de l'UE en matière de gouvernance sociétale dans un contexte plus large. Exclure les pays éligibles qui remplissent les critères d'adhésion reviendrait également à opter pour une UE qui se limite à une entité fondée sur ses composantes culturelles existantes et en exclue d'autres. Les normes, standards, principes et valeurs de l'UE mentionnés ci-dessus sont précieux notamment parce qu'ils sont aussi universels. Et dans une très large mesure, c'est en agissant avec la perception de cette universalité que l'UE peut progresser et devenir plus influente dans le monde.

Il est évident qu'il existe actuellement des difficultés dans ce domaine et nous ne pouvons pas les négliger. Mais nous devons faire le choix correcte en termes de principes. Et il ne faut pas évaluer et limiter l'avenir sur la base de difficultés qui sont essentiellement conjoncturelles et temporaires lorsqu'on les considère dans une perspective plus large.

Une exclusion au niveau conceptuel nuirait également au développement des pays éligibles ainsi que des pays tiers dans leur voisinage. Elle diminuerait également les perspectives de développement de la puissance et de l'influence positive de l'UE dans ces régions et dans le monde.

Le Royaume-Uni a malheureusement choisi le Brexit. Oui, il y avait la réaction d'une certaine partie de la population britannique contre, par exemple, ceux qui venaient des pays de l'Europe de l'Est et d'autres réactions comparables. Mais la base de la plupart de ces arguments et d'autres arguments économiques etc. qui ont fait pencher la balance contre le "Remain/Rester" était très faible. Ces

arguments étaient manifestement irrationnels dans certains cas ou clairement inventés dans d'autres.

A mon avis, le Brexit est l'une des décisions les plus attristantes, imprudentes et nuisibles de l'histoire contemporaine récente. Malheureusement, elle est préjudiciable à la fois au peuple britannique et à l'Europe dans son ensemble, avec d'autres conséquences négatives sérieuses au niveau mondial.

Voici un petit exemple, mais néanmoins significatif, du mal que le Brexit peut faire et fait déjà. Après le Brexit, le Royaume-Uni a également choisi de ne pas participer en tant que pays tiers associé au nouveau programme Erasmus+ 2021-27. En fait, le Royaume-Uni jouit de l'un des meilleurs niveaux d'éducation au monde comme beaucoup l'ont également constaté directement. Le système éducatif britannique a également une forte composante universelle, notamment européenne. Et donc, la sortie du Royaume-Uni du programme Erasmus est clairement préjudiciable, y compris pour l'avenir, à la fois pour l'UE et le Royaume-Uni, car elle supprime la composante UE-Royaume-Uni d'un programme éducatif mutuellement très bénéfique.

On pourrait dire que si une plus grande partie des citoyens britanniques qui étaient en faveur du "Remain/Rester" avaient expliqué plus clairement les réalités en vigueur, et avaient travaillé plus ardemment en faveur de leur choix, la décision de l'électorat britannique aurait été une décision plus éclairée et peut-être même différente.

Le cas du Brexit est également pertinent pour différents types de situations décisionnelles futures en Europe.

Conclusion

Mes brèves suggestions en guise de conclusion sont les suivantes :

- Consolider, rationaliser et améliorer encore plus ce qui fonctionne; en fait, malgré ses lacunes dans plusieurs domaines, l'UE est très ou plus avancée dans plusieurs domaines principaux. A savoir, au niveau de l'UE : le marché unique ; à l'heure actuelle, en partie et dans certains cas de manière assez limitée au niveau de l'UE : la politique sociale, l'éducation, les capacités technologiques et scientifiques dans un certain nombre de domaines, le climat et

l'environnement, la démocratie, les droits humains, le système juridique, les droits des femmes, la mobilité sociale, l'approche à la paix.

- Restructurer où nécessaire afin d'être plus performant dans le monde d'aujourd'hui, notamment compte tenu la concurrence accrue de la Chine
- Exprimer et mettre en œuvre une volonté commune de transformation réformatrice qui transcende de plus en plus les frontières nationales, dans la mesure du possible.
- Les États-nations au sein de l'UE sont actuellement les centres de pouvoir les plus puissants ; On ne peut pas avancer vers plus d'Union et une Europe plus forte sans leur participation pleine et active dans cette direction. Mais il ne peut y avoir de progrès réel non plus s'ils conservent toutes leurs prérogatives
- Par conséquent, un plus grand partage de la souveraineté sur une base progressive et volontaire, mais aussi avec une volonté claire et à un rythme soutenu, sachant que si l'on ne rend pas l'UE plus cohérente et plus puissante par cette voie, cela entraînerait un grand gaspillage des ressources de l'Europe.
- Approfondir et élargir d'une manière réaliste et fondée sur des principes, sans tomber dans l'immobilisme, tout en considérant également la perspective d'une UE temporairement circoncentrique.
- Restructurer et renforcer le rôle international de l'UE.
- Développer davantage la capacité de défense de l'UE à des fins appropriées choisies et d'une manière réaliste.
- Expliquer et faire participer beaucoup plus
- Y compris par le biais du système éducatif

Références choisies

Beck, U., (2007). ‘*Reinventing Europe: A Cosmopolitan Vision*’, Cultures and Conflicts Volume 68, Issue 4, 17-29.

Beck, U., Grande, E., (2007), ‘*Cosmopolitan Europe*’, Polity.

Benassy-Quere, A., Brunnermeier, M. K., Enderlein, H., Farhi, E., Fratzscher, M., Fuest, C.,

Gourinchas, P. O., Martin, P., Pisani-Ferry, J., Rey, H., Schnabel, I., Veron, N., Weder di Mauro, B., Zettelmeyer, J., (2019), Euro Area Architecture: ‘*What Reforms Are Still Needed and Why?*’ Vox EU CEPR, 2 May

Derviş, K., Gros D., Öztrak F., Bayar, F., and Işık Y., (2004). ‘*Relative Income, Growth and Convergence*’, EU-Turkey Working Paper N.8, Center for European Policy Studies, Brussels.

Derviş, K., (2019), ‘*Which Way Now for the EU*’, Project Syndicate, June.

Delors, J., (1992). ‘*Le Nouveau Concert Europeen*’, Odile Jacob.

Hix, S., (2008), *What's Wrong with the European Union and How to Fix it?* Polity.

Leyen, U. Van Der., (2019), ‘*A Union that Strives for More*’.